

# RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE  
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N°740 MAI 2019

COMPRENDRE

## L'URGENCE D'UNE EUROPE SOLIDAIRE

RENCONTRER

ALEXANDRE DUVAL-STALLA,  
CRITIQUE DE LA PRISON DURE

INNOVER

UN "HAVRE DE PAIX"  
POUR LES MALADES  
PSYCHIQUES



## ÉDITORIAL

# BESOIN D'UNION !



Gaël KERRAOL / SCCF

**BERNARD THIBAUD**

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU SECOURS CATHOLIQUE - CARITAS FRANCE  
& VICE-PRÉSIDENT DE CARITAS EUROPA.

“

**NOUS AVONS BESOIN  
DE NOUS UNIR POUR  
CONSTRUIRE UNE  
EUROPE SOLIDAIRE,  
SOUTENABLE,  
DÉMOCRATIQUE  
ET HOSPITALIÈRE.**

”

Nos pays sont aujourd'hui confrontés en Europe à de graves crises économiques, sociales, écologiques et démocratiques. Ce deuxième numéro de *Résolutions* témoigne des difficultés vécues en Allemagne, en Espagne, en France et en Grèce : chômage et précarisation du travail, mal-logement, inégalités territoriales et régionales, isolement, affaiblissement de nos systèmes de protection sociale... Face à ces difficultés vécues partout en Europe, certains prônent la pire des stratégies : celle du repli sur soi et de la fermeture. Quelle erreur et quelle irresponsabilité !

Aujourd'hui, nos ennemis ne viennent pas de l'extérieur mais bien de l'intérieur. Ils se nomment individualisme, consumérisme, accaparement du pouvoir et des richesses par quelques-uns... Ils viennent de l'intérieur de nos sociétés et détruisent notre « maison commune ».

« *L'humain n'est plus au centre !* » : voici le cri de personnes en précarité rencontrées dans le cadre des 200 débats que nous avons menés dans les territoires, lors du grand débat national. Les débats ne nous ont rien dit, ou presque, sur l'Europe ou sur le monde, mais ils nous ont redit l'essentiel à préserver dans nos territoires : la fraternité, le lien social, la solidarité, un revenu et un logement décents, une protection sociale plus juste et accessible à tous.

Tous nos pays en Europe sont confrontés aux mêmes maux. Notre désunion les aggrave, ainsi que l'instrumentalisation politique qui en est faite. Nous devons aujourd'hui nous unir davantage pour faire face aux pauvretés et aux inégalités qui s'accroissent, aux errements de la mondialisation, à l'ultralibéralisme, aux changements climatiques.

L'Union européenne n'est pas une menace mais, au contraire, une nécessité pour développer l'emploi, consolider nos systèmes de protection sociale, remettre la finance au service de l'intérêt général. Le défi écologique appelle nécessairement des réponses supranationales. Nous avons besoin de nous unir pour construire une Europe solidaire, soutenable, démocratique et hospitalière. Une Europe gardienne de la « maison commune » qui incarne ces valeurs universelles et met en œuvre les objectifs de développement durable pour répondre aux défis mondiaux. Voilà le sens de notre projet européen. C'est le sens du plaidoyer porté par le Secours Catholique – Caritas France auprès des candidats aux élections européennes. C'est aussi le sens de l'action menée au quotidien par tous les acteurs de terrain du réseau Caritas, en Europe et dans le monde. Unis pour être plus solidaires. ■

## ENQUÊTE

# L'URGENCE D'UNE EUROPE SOLIDAIRE

Bousculée par le *Brexit*, les tensions liées à la question migratoire et la montée des populismes, l'Union européenne (UE) semble fragilisée. La construction communautaire suscite de plus en plus de méfiance parmi les citoyens des pays membres touchés par la crise de 2008 et les politiques d'austérité qui ont suivi. Beaucoup, surtout parmi les plus défavorisés, perçoivent aujourd'hui l'UE comme une menace pour l'emploi et la protection sociale. Pour les associations de lutte contre la pauvreté, dont le Secours Catholique, réunies au sein du collectif #PouruneEuropeSolidaire, le projet européen ne retrouvera son élan que grâce à un virage écologique et social.

PHOTO : CHRISTOPHE HARGOUES / SCCF

COMPRENDRE



## ENQUÊTE

# UNE EUROPE SOCIALE EST-ELLE POSSIBLE ?

Si le volet social de la politique européenne reste si mal connu, c'est qu'il a toujours été secondaire par rapport à son pendant économique et financier, d'orientation libérale. Le Socle européen des droits sociaux, proclamé en 2017, présage-t-il un changement ?

PAR **BENJAMIN SÈZE**

PHOTOS : **ÉLODIE PERRIOT & GAËL KERBAOL**

**P**our plus d'un Français sur deux, l'Union européenne est une construction « artificielle ». Alors que les élections européennes approchent, les résultats d'un sondage BVA, publiés le 26 mars, montrent que le projet communautaire souffre d'une perte de sens auprès d'une large part de l'opinion publique. « Cette Europe, c'est du pipeau, elle a juste permis aux grosses entreprises de se délocaliser afin de diminuer le coût du travail, et d'accentuer le chômage dans notre pays », déclare ainsi l'une des personnes sondées. Cette sentence trouve un écho particulière-

ment fort parmi les ménages les moins favorisés, qui se sentent exclus socialement et sont exposés au risque de chômage. Ils se représentent l'Europe et son orientation économique « comme une menace de perte des protections sociales nationales », analyse Bruno Cautrès, chercheur au CNRS, dans une tribune publiée dans *Le Monde*, le 9 avril.

Alors qu'elle s'est développée ces dernières décennies autour des idées de marché commun, de monnaie unique et de libre circulation, l'UE dégage une image d'acteur économique très libéral, promoteur d'une compétitivité accrue entre les entreprises et d'une plus grande flexibilité dans le domaine du travail. En 2004, le projet de directive du commissaire européen Frits Bolkestein sur la libéralisation des services prévoyait d'exonérer les prestataires originaires d'un autre pays membre de l'UE des exigences sociales du pays d'accueil. Érigé en symbole du *dumping* social européen, ce « principe du pays d'origine » n'a finalement pas été retenu, mais l'image caricaturale du « plombier polonais » continue de marquer les esprits. La gestion par la Commission européenne et les États membres de la crise économique et financière de 2008 – basée sur des plans d'austérité, le renforcement de la discipline budgétaire des États, une solidarité financière limitée et forte-

## REPÈRES



**87 millions**  
de personnes  
vivent sous le seuil  
de pauvreté.

**11 millions**  
de personnes  
sont en état de privation  
sévère liée au logement  
(sur-occupation, insalubrité,  
absence de sanitaires...)

**1 salarié sur 6**  
est un travailleur pauvre  
(gagnant deux-tiers  
ou moins du salaire horaire  
national brut médian).

Sources : Eurostat ; Fondation Abbé Pierre – FEANTSA

ment conditionnée – a accentué la perception d'une Europe destructrice des mécanismes de protection sociale.

**Une vision réductrice.** Pour Peter Verhaeghe, spécialiste de la politique sociale à Caritas Europa, cette vision est trop réductrice : « *Ne voir l'Europe qu'à travers les mesures d'austérité, l'accentuation de la pauvreté et la dégradation des conditions de travail, c'est injuste* », considère-t-il.

“

**LA CONSTRUCTION EUROPÉENNE  
S'EST TOUJOURS ACCOMPAGNÉE  
D'UN VOLET SOCIAL.**

”

La construction de l'espace de libre circulation européen s'est toujours accompagnée d'un volet social. Le traité de Rome, signé en 1957, soulignait déjà certains droits fondamentaux, tels que l'égalité salariale ou le droit pour les travailleurs de circuler librement à l'intérieur de l'Union européenne. Ces deux exemples donnent le ton. « *Dans l'histoire de la construction européenne, le principe a toujours été que, pour résoudre la question de la précarité, il fallait créer de l'emploi*, explique Peter Verhaeghe. *Avec l'idée, par exemple, que, pour éradiquer la pauvreté des enfants, il suffit de favoriser l'accès des parents à l'emploi : ils pourront ainsi entretenir leur famille.* » Première ébauche concrète d'une Europe solidaire, le Fonds social européen, créé en 1957 et toujours actif aujourd'hui, cofinance des projets qui favorisent l'accès à l'emploi par l'accompagnement et la formation des chômeurs – particulièrement des jeunes, des seniors et des personnes handicapées – et l'entrepreneuriat. Depuis, d'autres fonds ont vu le jour, tels que le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation (FEM), le Programme pour l'emploi et l'innovation sociale (EaSI) ou encore le Fonds de cohésion qui sert notamment à aplanir les disparités sociales entre États.

Au niveau réglementaire, les réalisations communautaires ne sont pas anodines, à



ÉLODIE PERRIOT / SCCF

l'image de la directive de 1992 qui impose aux États membres de prévoir un congé de maternité de quatorze semaines minimum et le maintien de la rémunération des travailleuses pendant toute la durée de ce congé. L'UE s'est aussi emparée des questions de prévention des risques au travail et de non-discrimination, par exemple avec la directive du Conseil du 27 novembre 2000 sur la discrimination. En France, cette norme communautaire s'est traduite par la mise en place de la Haute Autorité de lutte contre les discriminations (Halde) ou par l'allègement de la charge de la preuve pour la victime.

**Lutte contre la pauvreté.** Mais la question sociale au niveau européen ne se limite pas au champ du travail. « *Dès les années 1970, la commission européenne et les communautés européennes actent des programmes de* »



▲ L'avenir du projet européen dépendra de la capacité des institutions à faire de la solidarité entre les peuples et au sein de chaque pays une réalité.

» réflexion et d'expertise pour lutter contre la pauvreté », rappelle Julien Damon, sociologue et spécialiste de la protection sociale. Puis, à partir des années 1980, le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) redistribue les stocks d'inventus issus de la Politique agricole commune (PAC) à des associations caritatives. En 2014, ce programme se transforme en Fonds européen d'aide aux plus démunis (FEAD) pour soutenir financièrement les associations qui facilitent l'accès aux besoins essentiels et l'intégration sociale des ménages précaires. Une aide que la plupart des observateurs du monde de l'action sociale estiment relativement basique et limitée tant dans son ampleur que par son impact pour faire reculer la pauvreté.

Au niveau politique, l'UE promet dans sa *Charte des droits fondamentaux* « le droit d'accès aux prestations de sécurité sociale et aux services sociaux », de même que le droit au logement « destiné à assurer une existence digne ». Adoptée en juin 2010 par les États membres, la stratégie Europe 2020 avait notamment pour ambition de réduire de manière drastique le nombre de personnes menacées de pauvreté ou d'exclusion sociale. Néanmoins, et c'est là leur principale limite,

ces dispositions ne sont pas contraignantes. « L'Union européenne ne peut obliger tel État membre à instaurer un salaire minimum, tel autre à créer un revenu minimum, à développer les crèches ou un droit au logement, précise Julien Damon. Ce sont des incitations. » Les pays, du fait de leurs intérêts divergents, tiennent à conserver leur pouvoir décisionnaire. L'UE se contente de leur fixer des objectifs et de favoriser la comparaison entre les différentes politiques nationales et la diffusion des meilleures pratiques.

“

**CE RAPPORT DE FORCE, AUJOURD'HUI FAVORABLE AUX LIBÉRAUX, PEUT-IL S'INVERSER ?**

”

**Déséquilibre.** Par conséquent, l'impact de la politique sociale européenne est aujourd'hui secondaire par rapport à celui des objectifs structurels que se donne l'UE en termes de convergence des économies et de limitation des déficits publics.

Il y a toujours eu un rapport de force au cœur de la construction européenne, souligne

Henri Sterdyniak, économiste à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « À la commission européenne, vous avez la direction des Affaires économiques et financières et celle de la Concurrence qui sont idéologiquement très libérales et qui prônent des mesures comme la baisse des dépenses publiques et donc sociales, la mise en concurrence des salariés, la promotion des retraites par capitalisation... Et, en face, la commission de l'Emploi des affaires sociales et de l'inclusion essaye difficilement de faire valoir des normes sociales minimales pour les salaires, le minimum vieillesse, le revenu minimum... » Ce rapport de force, aujourd'hui favorable aux libéraux, peut-il s'inverser ? Certains observateurs croient à un possible rééquilibrage. Ils en veulent pour preuve la proclamation, à la fin de 2017, lors du sommet européen de Göteborg, en Suède, du Socle européen des droits sociaux. Ce programme déroule vingt principes et droits, allant du salaire minimum à l'accès au logement social, en passant par la protection contre les expulsions forcées.

Si ce socle non contraignant ne constitue pas un virage social de l'UE, il traduit « une prise de conscience progressive, face à l'impact de la crise dans les pays européens et à l'échec des premières décisions pour y remédier, de la nécessité de remettre les préoccupations sociales au premier plan », estime Peter Verhaeghe. Alors qu'en 2010, l'UE annonçait son ambition de réduire de 20 millions le nombre de personnes en situation de pauvreté, ce chiffre n'a pas baissé mais augmenté, neuf ans plus tard : 117 millions de personnes sont touchées ou menacées par la pauvreté ou l'exclusion sociale, 11 millions sont sans logement ou mal logées et un salarié sur six est un travailleur pauvre.

« Nous sommes dans la politique des petits pas, analyse Julien Damon. Ce socle est une étape supplémentaire : on reste dans les grands principes, mais ces grands principes se durcissent car deviennent de plus en plus précis et pourraient servir de base pour des documents ultérieurs plus contraignants ou des décisions

de la Cour de justice européenne. » Une idée que rejoignent Pascale Gruny et Laurence Harribey, sénatrices LR et PS, et auteures, il y a un an, d'un rapport sur la convergence sociale de l'Union européenne. Les deux élues proposent notamment de conditionner l'accès aux fonds européens à « l'atteinte d'objectifs sociaux ». Une idée parmi d'autres afin que le socle des droits sociaux européens ne reste pas « une grille de lecture sans aucune valeur ajoutée », au risque d'amplifier la frustration à l'égard du projet européen. « L'avenir de [ce projet] dépendra de la capacité des institutions à faire de la solidarité entre les peuples et au sein de chaque pays une réalité », alertent les associations de lutte contre la pauvreté, dont le Secours Catholique, membres du Collectif #PouruneEuropeSolidaire. Selon elles, « seule une politique sociale européenne ambitieuse, durable et respectueuse des droits sera à même d'assurer la survie de l'Union ». ■

## FOCUS

### L'EXPÉRIENCE D'UNE EUROPE SOCIALE PAR CARITAS

Le *benchmarking*, c'est l'exercice auquel se prêtent les Caritas européennes dans le cadre d'un groupe de travail dédié aux modèles sociaux européens. L'objectif est d'analyser ensemble la manière dont la solidarité peut au mieux être mise en pratique, afin de réduire efficacement les inégalités et d'éradiquer la pauvreté dans l'Union. Les Caritas échangent autour de leurs expériences sur ce qu'elles considèrent comme les trois filets de sécurité contre la pauvreté et l'exclusion : la famille, l'emploi et les systèmes de protection sociale. « Si une des organisations membres a un projet novateur, on en informe les autres qui viennent voir pour éventuellement s'en inspirer », explique Peter Verhaeghe de Caritas Europa. Un travail est également mené pour sensibiliser et influencer les politiques. « Nous leur remontons du terrain des éléments de témoignage et d'analyse sur la vie des plus démunis en Europe, raconte Peter Verhaeghe. Nous pointons du doigt ce qu'il manque pour protéger ces personnes contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Nous informons les institutions européennes de ce qui ne fonctionne pas, mais aussi de ce qui fonctionne. » ■



FRANCE

## L'ISOLEMENT, FLÉAU DE NOTRE SOCIÉTÉ

PAR BENJAMIN SÈZE

« Vous vous rendez pas compte : la moitié des gens, ils sont tout seuls, enfermés, ils communiquent pas. » Ce sombre constat a été lâché comme un cri d'alarme lors d'un des débats organisés cet hiver par le Secours Catholique autour du mouvement des « gilets jaunes » (lire pages 4-5). Dans le flot des paroles recueillies, a aussi surgi cette phrase forte : « C'est la grande solitude des gens seuls. » Des mots qui font écho à ceux, glanés par les journalistes sur les ronds-points, d'hommes et de femmes réunis pour dénoncer la précarité de leur situation, qui exprimaient le réconfort de voir du monde, de ne

plus se sentir seuls. « La pauvreté n'est pas une réalité seulement monétaire, explique le sociologue Nicolas Duvoux. Elle revêt également une dimension morale liée aux formes de la participation à la société. » « Souvent, quand on parle des besoins primaires, on pense immédiatement à se nourrir, se vêtir, avoir un toit... Mais le premier besoin est celui de reconnaissance », abonde Brigitte Alsberge, qui travaille sur la question du pouvoir d'agir au Secours Catholique : « Est-ce que je suis quelqu'un pour les autres ? » En 2018, la première demande exprimée par les personnes qui ont poussé la porte des accueils de l'association était d'être accueillies, écoutées et conseillées.

### Un problème social

« Il y a une conscience au niveau des politiques qu'il faut s'emparer de la question de l'isolement, constate Brigitte Alsberge. Mais ils ont du mal à la concevoir autrement que comme une question de détresse morale. Or c'est un problème social et il faut le traiter comme tel. » Pour le sociologue Serge Paugam, la rupture des liens sociaux aggrave souvent la situation matérielle des personnes ou familles en précarité : elles ne peuvent pas compter sur des proches en cas de difficulté, elles sont éloignées des circuits administratifs (ce qui complique l'accès à leurs droits), elles perdent confiance en elles et se replient sur elles-mêmes. « C'est un accélérateur de pauvreté », résume Brigitte Alsberge.

Cafés sourire, boutiques et épiceries solidaires, maisons des familles, accompagnement collectif vers l'emploi... Depuis quelques années, la lutte contre l'isolement prend une place croissante dans les actions et réflexions menées par le Secours Catholique. « Parce qu'on s'est rendu compte que c'est le nerf de la guerre », explique Brigitte Alsberge. Retisser du lien humain permet de refaire une place aux personnes, de recréer un réseau autour d'elles et de leur redonner confiance en elle. Dans l'immédiat, « cela facilite leur quotidien » ; à plus long terme, « c'est un levier pour sortir de la pauvreté ». ■

### REPÈRES



**59 %**

**des personnes accueillies**

au Secours Catholique expriment un besoin d'écoute, de conseil et d'accueil.\*



**30 millions**  
**d'Européens**

n'ont personne à qui demander de l'aide ou avec qui parler de leurs problèmes personnels.\*\*

\*Source : Rapport statistique 2018 du Secours Catholique \*\*Source : Eurostat 2015



ALLEMAGNE

## LE PRIX DU CHÔMAGE BAS ? LES TRAVAILLEURS PAUVRES

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT PHOTO : CHRISTOPHE HARGOUES

L'Allemagne, fleuron de l'économie européenne, est souvent citée en modèle. Pourtant, elle n'est pas épargnée par la précarité : le taux de pauvreté monétaire<sup>1</sup> y est même supérieur à celui de la France, 17,2 % contre 13,6 % en 2016. En cause notamment : l'accroissement de la précarisation du travail.

« **J**e dois toujours compter et regarder ce que j'achète. Je ne sors jamais, une baby-sitter me coûterait trop cher. » Katrin, 42 ans, est mère célibataire de trois enfants. Elle a un CDI d'ergothérapeute mais à temps partiel, 24 heures par semaine. 1 300 euros de revenu ne suffisent pas à payer le loyer, l'énergie, l'alimentation. Alors Katrin se

rend régulièrement dans l'un des cinq accueils berlinois de Caritas pour demander des aides avec l'assistance de Renate Stark, travailleuse sociale. « En trente ans de métier, constate cette dernière, j'ai rencontré à Caritas de plus en plus de gens qui travaillent mais ne gagnent pas assez pour vivre. Le travail ne suffit plus, aujourd'hui. »

Voici la face cachée du faible taux de chômage de l'Allemagne (3,4 %

en 2018 contre 9,1 % en France) : des emplois mal rémunérés et des temps partiels. Pour Arnaud Lechevalier, économiste enseignant à Paris I Panthéon-Sorbonne et chercheur associé au centre Marc-Bloch<sup>2</sup>, le moteur du travail pauvre est surtout le temps partiel court inférieur à 20 heures par semaine : « Quatre emplois créés sur cinq sont du temps partiel, observe-t-il. Il s'agit surtout de postes occupés par des femmes, une femme allemande sur deux travaille à temps partiel. Cette redistribution du volume d'emploi entre un plus grand nombre de marchés a été laissée aux processus marchands, là où en France la régulation collective »

# COMPRENDRE

» sur les 35 heures a consolidé l'emploi à temps plein des femmes. » De fait, la compétitivité de l'économie allemande a conduit à une stagnation des salaires, et les entreprises ont fait le choix de réduire le temps de travail pour ne pas avoir à augmenter les salaires. Les réformes Hartz menées dans les années 2000 n'ont fait qu'accompagner ce mouvement. Conséquence aujourd'hui : la flexibilité du modèle allemand a certes fait diminuer le chômage, mais il a ouvert la voie vers plus de précarité. 24,1 % des travailleurs étaient pauvres en 2010 contre 15 % il y a vingt ans, d'après l'institut allemand de recherche sur l'emploi. « *La stratégie de l'emploi portée par l'Union européenne a amplifié le choix des réformes néo-sociales libérales menées par Gerhard Schröder en Allemagne. Ainsi on est passé d'une logique de lutte contre le chômage avec retour à un emploi à temps plein, à une logique de maximisation des taux d'emploi avec la multiplication des temps partiels.* »

## Pressions et sanctions

Exemple de temps très partiel : les "Ein-Euro-Jobs". Conçus pour permettre le retour à l'emploi des chômeurs, ce sont des petits boulots payés de 1 euro à 1,50 euro l'heure. Nescho, 34 ans, a occupé ainsi un poste d'accompagnateur d'enfants dans une école durant deux ans : « *Je travaillais trois à quatre heures par jour et je gagnais au total 120 euros par mois, complétés par*



**ILS SE DISENT QUE ÇA NE VAUT PAS LA PEINE D'ÉTUДИER POUR TRAVAILLER ET GAGNER AUSSI PEU.**



*le Hartz IV<sup>3</sup>. Ça me faisait 530 euros par mois. C'était juste, pour vivre au quotidien. Mais le plus difficile n'est pas le manque d'argent, précise-t-il, c'est la pression des autorités pour qu'on retrouve du travail. On est obligé de tout accepter, même des*

*petits contrats mal payés, sinon on nous réduit le montant d'Hartz IV.* » Le politologue allemand Christoph Butterwege exprime la même conclusion dans une interview à Deutschland Radio Kultur : « *Pour être plus compétitif sur le marché du travail, nous avons mis en place un large secteur avec des bas salaires et ça a conduit à une grande précarisation du travail. Conséquence aujourd'hui : il n'y a pas que les mini-jobs<sup>4</sup> ou les temps partiels qui sont pauvres, il y a aussi des temps pleins !* » Or les salariés pauvres risquent à terme de devenir des retraités pauvres, surtout à cause des mini-jobs qui ne donnent pas lieu à cotisation. La Caritas s'inquiète aussi du devenir des enfants de ces travailleurs pauvres. Sur les 4,4 millions d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté en Allemagne, plus de la moitié ont des parents qui travaillent, selon la fédération de protection de l'enfance. « *En grandissant, ces enfants prennent le même chemin que leurs parents* », observe Renate Stark, de Caritas. « *Car ils se disent que ça ne vaut pas la peine d'étudier pour travailler et gagner aussi peu. Résultat : je vois maintenant la deuxième génération d'Hartz IV dans nos accueils.* » C'est pourquoi Caritas Allemagne travaille à briser cette spirale de la pauvreté, notamment en exigeant du gouvernement allemand une hausse de l'aide au logement et de l'allocation enfant. ■

## FOCUS

### TRANSFORMER LE TRAVAIL TEMPORAIRE EN EMPLOI PERMANENT

En octobre dernier, la Comece, Commission des évêques de l'Union européenne, a donné l'alarme dans un rapport de 40 pages intitulé "Façonner l'avenir du travail". Elle constate que le nombre de postes faiblement rémunérés dans le secteur des services a régulièrement augmenté dans l'UE, et que ces derniers soumettent les employés à des pressions constantes en matière d'horaires. Or, écrivent les évêques, « *l'insécurité empêche de fonder une famille et de planifier l'avenir, car l'exigence toujours croissante de flexibilité est une entrave en la matière.* » Ainsi, l'Église adresse 17 recommandations politiques aux institutions européennes, et appelle notamment celles-ci à contribuer à convertir le travail temporaire en emplois permanents. Car le monde du travail doit être « *décent, durable et participatif pour tous* ». ■

C.L.-L.

1. Proportion d'individus dont le revenu se situe sous le seuil de pauvreté, 60 % du revenu médian, après transferts sociaux et fiscaux. Tous les chiffres de cette enquête proviennent d'Eurostat.
2. Centre franco-allemand de recherches en sciences sociales.
3. Sorte de RSA de 416 euros pour une personne seule, auquel s'ajoute une allocation logement et l'assurance maladie.
4. Temps partiel payé au maximum 450 euros par mois, sans cotisations sociales ni droit à la retraite.



## ESPAGNE

# CARITAS ESPAGNE DIT « *iBASTA!* » À L'EXCLUSION SOCIALE

PAR **MARINA BELLOT** PHOTO : **PATRICK DELAPIERRE**

Face à la crise du logement qui continue de sévir en Espagne, Caritas a fait de la lutte contre le "sans-abrisme" sa priorité et lancé en 2016 une campagne nationale pour mobiliser l'opinion et interpeller les pouvoirs publics.

**A** 48 ans, Pedro s'est retrouvé brusquement à la rue, seul et sans ressources. « *J'ai tout perdu : mon logement, mon travail, ma famille* », raconte-t-il. Il a alors poussé la porte du Cedia, un centre social ouvert 24h/24, dont le fonctionnement est financé à 80 % par les dons reçus par Caritas. Ici, il peut reprendre pied, dormir, manger, laver ses vêtements et bénéficier d'un accompagnement social global allant du soutien psychologique à une assistance juridique.

Ces dernières années, le Cedia a été submergé par les demandes. En 2017, près de 1 500 personnes ont été accueillies au centre de jour, et 900 sont passées par le centre de nuit, soit environ 15 000 nuitées.

« *Tous les autres centres d'urgence et tous les dispositifs d'aide publics sont saturés, donc aujourd'hui, les gens restent ici jusqu'à 15 jours au lieu de trois normalement* », rapporte José, le directeur du centre. « *La crise a été très dure, les gens pauvres sont toujours pauvres et nous recevons de plus en plus de sans-abri.* »

### Effet dominos

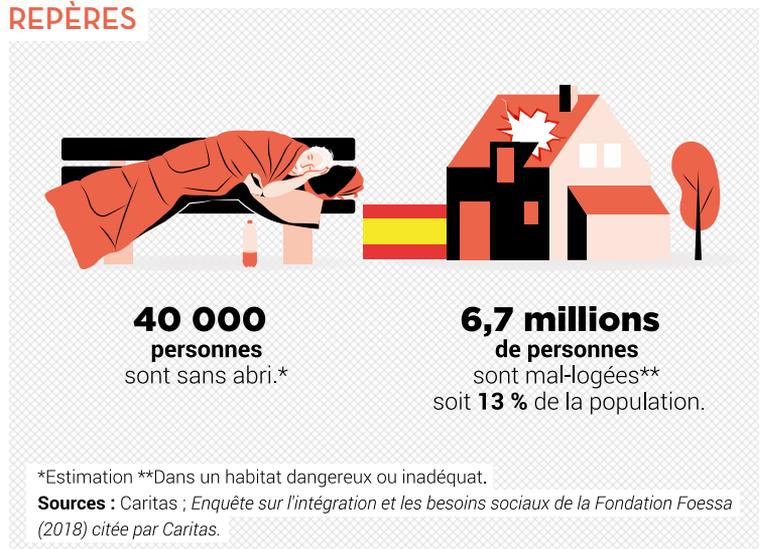
La crise des *subprimes* de 2007, tout le monde l'a encore en tête tant elle a durablement déstabilisé le pays. Née aux États-Unis, elle a touché de plein fouet l'Espagne alors en plein boom immobilier. L'effet dominos s'est avéré redoutable : l'éclatement de la bulle immobilière a frappé le système bancaire espagnol, la dette du pays a explosé, des dizaines de milliers de familles, se retrouvant dans l'incapacité de payer leur loyer ou leur crédit, ont vu leurs biens saisis et ont été expulsées. Le taux de

chômage espagnol, qui ne dépassait pas 9 % en 2007, a augmenté jusqu'à atteindre un pic de 27 % en 2013.

Aujourd'hui, le pays est loin d'être sorti de la précarité, avec un taux de chômage parmi les plus élevés de l'OCDE (17 %, dont 45 % de chômeurs longue durée, et 34 % de chômage parmi les 15-24 ans). Près d'un tiers des travailleurs espagnols sont par ailleurs sous contrat temporaire. Nombreux sont ceux qui peinent à survivre.

Depuis le printemps 2018, l'Espagne est de surcroît devenue la principale voie d'entrée maritime des migrants clandestins en Europe, bien avant la Grèce et l'Italie. Les migrants, déjà nombreux dans le pays depuis la crise de 2015, ont grossi encore les rangs des exclus. >>>

### REPÈRES





## Informer, former, mobiliser

» Entre 2014 et 2016, le nombre de personnes reçues quotidiennement dans des centres d'hébergement d'urgence a augmenté de 20,5 % pour atteindre plus de 16 000 personnes accueillies chaque jour en 2016, selon l'Institut national des statistiques espagnol<sup>1</sup>.

Au total, 40 000 personnes seraient sans abri en Espagne, et les chiffres du mal-logement ne sont pas moins inquiétants : 6,7 millions de personnes vivent aujourd'hui dans un logement dangereux ou inadéquat<sup>2</sup>.

Face à ce constat accablant, Caritas Espagne a fait de la lutte contre le "sans-abrisme" sa priorité et a lancé en 2016 le programme *Nadie sin hogar* (Personne à la rue), une campagne nationale de trois ans destinée à alerter l'opinion et interpeller les pouvoirs publics. Elle s'articule sur trois axes : la dignité des personnes, l'accès aux droits et les solutions concrètes pour mettre fin à cette situation. Car, ainsi que le souligne le di-

recteur de la communication de Caritas Espagne, Ángel Arrivi, « *perdre son foyer, c'est perdre l'accès à ses droits humains fondamentaux (logement, travail, éducation...), c'est perdre sa citoyenneté* ».



**MOINS DE  
5 000 HABITATIONS À  
LOYER MODÉRÉ ONT ÉTÉ  
LIVRÉES EN 2017 - LE PLUS  
BAS NIVEAU DEPUIS LES  
ANNÉES 1950.**



Informer, former, mobiliser : tel est le credo de Caritas, qui s'adresse à la société dans son ensemble, pour que chacun ouvre les yeux sur cette situation inacceptable et se mobilise pour sortir de ce système dans lequel le logement est considéré comme une marchandise et le droit au logement assimilé à un simple droit de consommation. Plusieurs mesures urgentes sont demandées par l'association, au premier rang desquelles

une augmentation importante de la construction de logements sociaux, afin de compenser la forte chute que la crise puis les coupes budgétaires ont entraînée ces dix dernières années. Selon les données du ministère de l'Équipement espagnol, moins de 5 000 habitations à loyer modéré ont été livrées en 2017 – le plus bas niveau depuis les années 1950<sup>3</sup>. Caritas demande également la mise en place d'un droit au logement opposable, des politiques sociales axées sur l'accès aux droits, et la création d'un revenu citoyen universel.

« *Personne sans toit, ce n'est pas un fantasme ni une illusion, conclut Ángel Arrivi, mais cela suppose l'engagement de tous : les structures sociales et les administrations publiques, mais aussi les médias et les citoyens en général.* » ■

1. Source : [www.ine.es/prensa/ecapsh\\_2016.pdf](http://www.ine.es/prensa/ecapsh_2016.pdf)  
 2. Enquête 2018 sur l'intégration et les besoins sociaux, Fundación Foessa, source : [www.caritas.es/campanas/nadie-sin-hogar](http://www.caritas.es/campanas/nadie-sin-hogar)  
 3. Source : « La construcción de vivienda social cae hasta niveles de los años 50 », *El País*, 25 juin 2018. À retrouver sur [bit.ly/ElpaisSocial](http://bit.ly/ElpaisSocial)



GRÈCE

## FACE À L'AUSTÉRITÉ, RECONSTRUIRE L'ACTIVITÉ

PAR MARINA BELLOT

En Grèce, des associations se mobilisent pour inventer un modèle économique social et solidaire qui permette à ceux qui ont tout perdu de retrouver le chemin de l'emploi.

Onze ans après la grave crise économique qui a frappé la Grèce, le pays se relève lentement mais les multiples plans d'austérité n'ont pas été sans conséquences sur la vie des Grecs : 35 % d'entre eux vivent sous le seuil de pauvreté, et le pays est le champion européen toutes catégories en matière de chômage. Selon les derniers chiffres, les chômeurs représentent plus de 19 % de la population active, contre une moyenne de 6,6 % pour l'Union européenne. Et la situation est particulièrement critique pour les jeunes et les chômeurs de longue durée. Pour aider ceux qui n'ont pas accès au marché du travail, les associations se mobilisent pour proposer un autre modèle, fondé sur la solidarité et la confiance.

La cinquantaine passée, Mixalis a tout perdu : « *Je n'aurais jamais imaginé devenir SDF. Avec la crise, j'ai perdu ma compagnie de poids lourds. Le propriétaire de mon appartement m'a mis à la porte. Je me suis dit : "Ça y est, ta vie est finie."* Ma rencontre avec le Shedia a tout changé. »

Fondé en 2013, le Shedia, une organisation sociale soutenue par Caritas, s'est en effet donné pour mission de « rendre visibles les invi-

sibles » tout en leur offrant un moyen de subsistance décente. 150 personnes en grande difficulté vendent ainsi dans les rues d'Athènes un magazine haut de gamme édité par l'association, dont ils perçoivent plus de la moitié du prix (4,5 euros). Pour ceux dont la condition physique ne leur permet pas de rester debout toute la journée, une autre activité a été pensée : les magazines invendus sont recyclés et transformés en lampes, stylos, bijoux... vendus dans le centre-ville touristique d'Athènes. « *Ça ne m'a pas juste aidé financièrement, témoigne Mixalis. Ça a donné un sens à ma vie.* »

Elias, lui aussi, a connu les affres du chômage. Ce bijoutier de 45 ans a perdu son petit magasin et désespérait de pouvoir travailler à nouveau :

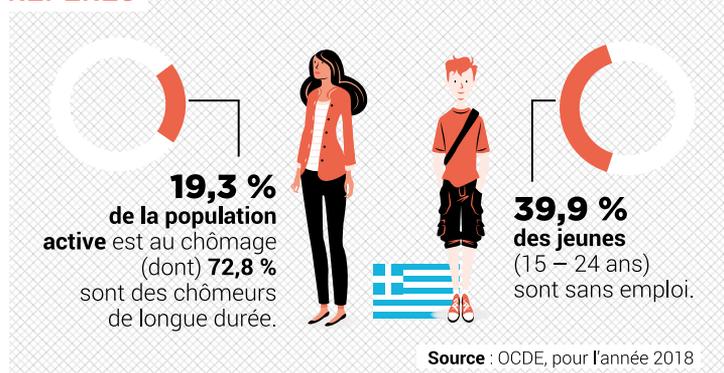
« *Le secteur de l'orfèvrerie a été affecté dès le début de la crise financière* », explique-t-il.

Reconverti dans l'artisanat, il a été aidé par Caritas, tant financièrement que moralement, pour monter un petit commerce. « *Le micro-business est aussi un bon moyen d'aider les jeunes à améliorer leurs conditions de vie, de les motiver, de leur montrer qu'on a confiance en eux, qu'on n'est pas là pour les exploiter* », souligne Filippos Salimpas, directeur des opérations de Caritas Athènes.

Aujourd'hui, Elias ne chôme pas : dans sa boutique qui lui sert aussi d'atelier, il conçoit et fabrique une multitude d'objets : horloges, bijoux, porte-monnaie, décoration...

« *La crise est toujours là, observe-t-il. Je dois travailler beaucoup, me faire connaître... Mais même si c'est dur, ce magasin est l'espoir d'un meilleur avenir.* » ■

### REPÈRES





## ENTRETIEN

AVEC **JEAN MERCKAERT**, DIRECTEUR ACTION ET PLAIDOYER FRANCE AU SECOURS CATHOLIQUE

# POUR UNE EUROPE ÉCOLOGIQUE ET SOCIALE

Pour relancer l'Europe, Jean Merckaert, directeur du plaidoyer et de l'action France-Europe au Secours Catholique, imagine une voie nouvelle. Celle-ci serait balisée par un plancher, la dignité humaine, et un plafond, l'écologie.

PROPOS RECUEILLIS PAR **JACQUES DUFFAUT**

### Qu'attendez-vous du renouvellement du Parlement européen, le 26 mai prochain ?

L'Union européenne (UE) doit retrouver l'esprit de ses fondateurs. Au lendemain de l'horreur nazie, il était un peu fou d'adopter un pacte de valeurs humanistes et d'en faire le socle de l'Europe. On peut en être fiers. L'UE nous a épargné de nouvelles guerres, en misant sur le commerce pour pacifier les relations entre les nations. Mais, pour les chrétiens, la paix ne se résume pas à l'absence de conflits. Pour l'Église, il n'y a pas de paix sans justice. Or, aujourd'hui, avec 117 millions de personnes touchées ou menacées par la pauvreté, l'UE est en panne, en termes de justice. Ce n'est pas une raison pour boudier les urnes ! Au contraire, nous avons besoin d'Europe : c'est l'échelle pertinente pour

discipliner les marchés financiers, pour mener une transition énergétique ambitieuse et juste...

### Comment faire redémarrer l'Europe ?

Il faut d'abord éviter deux impasses. La première, c'est le repli sur soi. La seconde, c'est de continuer à n'avoir pour unique boussole que les indicateurs économiques : produit intérieur brut (PIB), compétitivité, déficits publics, rentabilité, profits... autant d'idoles qui empêchent de voir ce qui fait sens. Mais il y a une voie nouvelle à inventer, celle d'une Europe écologique et solidaire : c'est un défi inédit, passionnant ! Cette voie doit être balisée par un plancher, la dignité humaine, et un plafond, l'écologie. L'écologie, car il n'y a pas de justice sociale sans planète habitable. Actuellement, il faudrait trois planètes si la population mondiale adoptait la même empreinte écologique que les Européens. Le plancher social, car il n'est pas acceptable, sur un continent prospère, que 700 000 de nos concitoyens vivent sans abri. C'est 70 % de plus qu'il y a dix ans, au moment de la crise financière. Pendant ce temps, on a créé de la monnaie par centaines de milliards pour sauver les banques. Cherchez l'erreur...

### L'Europe est confrontée à une crise migratoire qui la divise. Que suggère le Secours Catholique ?

Il n'y a pas plus de migrants qu'avant : ce n'est pas une crise migratoire, mais bien une crise

## PARCOURS

### JEAN MERCKAERT

#### 2007

Responsable du plaidoyer « dette, aide, corruption et paradis fiscaux » au CCFD-Terre Solidaire, il publie avec Antoine Dulin le rapport « Biens mal acquis... profitent trop souvent. La fortune des dictateurs et les complaisances occidentales ». Rapport qui lancera en France l'affaire des « Biens mal acquis » et les plaintes contre les chefs d'État Omar Bongo, Teodoro Obiang Nguema et Denis Sassou Nguesso.

#### 2010/2018

Rédacteur en chef de la *Revue Projet*.

#### 2018

Rejoint le Secours Catholique-Caritas France en tant que directeur Action et plaidoyer France.



## DES OUTILS POUR COMPRENDRE



### À VIVRE SUR LE WEB



- Notre dossier interactif « **L'Europe des solutions.** Contre la pauvreté, des initiatives inspirantes d'acteurs de solidarité. » Ce long format multimédia vous conduit

en Autriche, en Espagne, en Allemagne et en Grèce pour approfondir, en témoignages et reportages sonores et photos, les actions mises en œuvre par le réseau Caritas afin de lutter contre la pauvreté. **À découvrir sur :** [bit.ly/EuropeSolutionsSC](http://bit.ly/EuropeSolutionsSC)



### À LIRE



- **Mobilités en Europe, où allons-nous ?**

Le numéro 369 de la *Revue Projet* s'attache avant les élections européennes à poser les enjeux de la liberté de la circulation des personnes, des biens, des services et des capitaux en Europe.

**À lire sur :** [www.revue-projet.com](http://www.revue-projet.com)

- **Façonner l'avenir du travail**

Le rapport de la Commission des évêques de l'Union européenne pour contribuer au débat sur le sens du travail dans la construction européenne en vue des prochaines élections.

**À lire sur :** [bit.ly/LavenirDuTravail](http://bit.ly/LavenirDuTravail)

- **Faut-il copier l'Allemagne ?**

**Ce qui est bon à prendre, ce qu'il faut laisser.**

Le magazine *Alternatives économiques* consacre son numéro de septembre 2017 (n°371) à l'analyse du modèle de développement allemand.

**À découvrir sur :** [www.alternatives-economiques.fr](http://www.alternatives-economiques.fr)



- **Eurostat**

Retrouvez sur ce site Web de la Commission européenne l'ensemble des données statistiques concernant la pauvreté dans l'Union européenne : [ec.europa.eu/eurostat](http://ec.europa.eu/eurostat)

de nos politiques d'accueil ! Si le nombre de migrants augmente dans nos accueils, c'est parce que les politiques menées sont de plus en plus répressives et conduisent les personnes exilées à vivre dans la misère. C'est le règlement de Dublin III qui ballote des jeunes d'un pays à l'autre, sans perspective. C'est à force de durcir les conditions d'entrée en Europe, et de sous-traiter la gestion de nos frontières à des gouvernements répressifs au sud de la Méditerranée, que les personnes exilées en viennent à prendre tous les risques pour traverser. Les dizaines de milliers de morts dans la Méditerranée sont une tache indélébile sur le drapeau européen. Dernièrement, une majorité d'États membres a signé le Pacte mondial pour les migrations des Nations unies, qui réaffirme l'obligation de respecter les droits des personnes, quel que soit leur statut. Le Pacte appelle aussi à mettre en place des voies légales et sûres de migration.

### Comment le Secours Catholique peut-il faire entendre sa voix ?

L'influence du Secours Catholique n'est pas négligeable. Sa parole est écoutée parce qu'elle est ancrée au plus près des personnes que nous côtoyons, des partenaires internationaux que nous soutenons. Au niveau européen, il travaille avec Caritas Europa. En France, il participe à la campagne « Pour une Europe solidaire » et à des collectifs thématiques.

Ce travail d'influence est important au moment des élections, mais aussi en cours de mandat, car les eurodéputés ont le pouvoir de changer des choses très concrètes. Ainsi, de nombreuses personnes n'ont pas accès à un compte bancaire, ce qui complique leur vie de tous les jours. Lors de la dernière mandature, le travail des associations a convaincu l'UE d'obliger chaque État membre à mettre en place un droit au compte. À présent, nous plaçons pour que l'Europe mette la sphère financière au service de l'intérêt général, notamment en mettant au pas la finance de l'ombre (*shadow banking*), qui échappe à tous les contrôles et fait courir d'énormes risques à nos sociétés, ou en introduisant un bonus/malus écologique dans l'octroi de crédits. Encore faut-il que les instances qui régulent le secteur financier soient indépendantes... On le voit, les batailles à mener au niveau européen ne manquent pas ! ■